
Les anglophones et l'historiographie Québec/Canada

Brian Young
Département d'histoire
Université McGill

Les décès récents de deux intellectuels qui occupent une grande place dans la mémoire collective des Québécois, Gaston Miron et Fernand Dumont, invitent les historiens anglophones du Québec à réfléchir sur leur propre rôle dans l'élaboration de la mémoire collective. Dumont (1995 : 94) ne leur rappelle-t-il pas les paroles de Michelet à l'effet qu'il est normal pour l'historien « de conjuguer sa vie présente et la longue vie de la nation » ?

Ainsi, ajoute-t-il, d'étapes en étapes [...] le savoir historique s'est éloigné de son premier dessein de constituer une mémoire orientée vers l'action historique ; il a glissé vers l'étude objective des faits et des structures, où il a rejoint d'autres disciplines aux préoccupations similaires (Dumont, 1995 : 30).

Ma connaissance des enjeux politiques de l'histoire – de l'importance fondamentale des concepts d'« histoire », de « mémoire collective » et d'« identité » – s'est de beaucoup enrichie à l'automne de 1995, au cours de la campagne référendaire. Jusqu'à ce jour, j'avais été le parfait historien type, à l'aise dans le milieu universitaire, publiant régulièrement des ouvrages – qui n'ont jamais été sur la liste des *best sellers* – et limitant mon engagement social à la rédaction de manuels scolaires et, à l'occasion, à l'envoi de lettres d'indignation au rédacteur en chef de divers journaux. Je suis arrivé à Montréal dans les années 1970 ; plus de deux décennies

plus tard, en 1997, mes petits-enfants, *Loi 101* oblige, sont de la deuxième génération scolarisée dans un Québec français ; je me percevais donc comme faisant partie d'une minorité confortablement intégrée à la société francophone majoritaire de Montréal. Si j'avais eu à me définir en fonction d'un lieu, je pense que je me serais identifié non comme Québécois ou Canadien, mais comme Montréalais.

Le débat référendaire a ébranlé ma belle assurance. Mon premier choc est venu lorsque, en octobre 1995, dans le cadre de sa campagne référendaire, le gouvernement fit distribuer dans tous les foyers du Québec des copies du projet de loi sur la souveraineté. Le préambule – qui n'était pas l'œuvre d'un historien – soulignait que le temps était venu de « moisson[ner] dans les champs de l'histoire » (1995 : 7) et que la « Conquête de 1760 [n'avait] pas brisé la ténacité [des] descendants [des pionniers] à demeurer fidèles à un destin original en Amérique » (1995 : 8). Durant cette même période préréférendaire, je fus bouleversé de nouveau lors du lancement, à la Fondation Lionel Groulx, de l'ouvrage de Francine Lalonde, *D'abord un coup de cœur puis une longue détermination*. En prenant la parole, l'auteure fit – en présence de Lucien Bouchard – un discours nataliste encourageant les Québécoises à faire plus d'enfants afin d'augmenter, de manière significative, le taux de natalité (Lalonde, 1995 : 12). Cet incident fut suivi par la diatribe de Jacques Parizeau au sujet du « vote ethnique » qu'il tenait responsables de l'échec du référendum. Devant toute cette rhétorique sur la conquête, la natalité et l'ethnicité, je perdis toute mon assurance et tout mon sens d'appartenance à une communauté montréalaise large et ouverte. J'étais devenu impuissant devant ces prises de position, même en tant qu'historien. Je résolus donc de prendre du recul et d'analyser le rôle joué par l'« Histoire » dans les sociétés canadienne et québécoise.

Dans un premier temps, il me fallait cerner l'historiographie anglophone. En faisant abstraction de l'histoire des autochtones, il est clair, qu'au Canada, il y a deux manières de faire l'histoire « nationale ». Il y a 20 ans, Carl Berger, l'historien intellectuel le plus célèbre du Canada, a dit que l'histoire canadienne anglaise :

omits any systematic consideration of French-Canadian writing. The two language traditions have, in historical thought as well as in other non-political spheres, occasionally touched and intersected, but in general they have been preoccupied with the backgrounds of two rather different « nations » (Berger, 1976 : 10).

L'*establishment* canadien de l'histoire – les associations professionnelles, les revues, les organismes subventionnaires – a presque toujours eu à sa tête des représentants de la majorité anglophone. Fondée en 1922, l'Association historique du Canada, l'institution professionnelle qui regroupe l'ensemble des historiens du Canada, est toujours demeurée une institution anglophone, et ce, malgré qu'il y ait eu un bon nombre de présidents francophones.

Bien entendu, les historiens, qu'ils soient anglophones ou francophones, sont un produit de la société à laquelle ils appartiennent et l'isolement des uns et des autres est perceptible dès les années 1970. La langue fut la barrière la plus importante et, sauf quelques rares exceptions comme Marcel Trudel et William J. Eccles – tous deux historiens de la Nouvelle France –, il y eut peu d'échanges entre historiens anglophones et francophones. La froideur de certains historiens, tel Michel Brunet, envers les historiens anglophones était légendaire, tandis que d'autres historiens, tel Donald Creighton, intimidaient même les historiens anglophones. C'est ainsi que les histoires nationales produites pour les Canadiens anglais furent rédigées par des historiens ayant peu ou pas de contact avec la société québécoise.

Pour comprendre ce cloisonnement des historiens, mon expérience personnelle peut être intéressante. Dans les années 1950, « chez moi », c'était Etobicoke, une banlieue de l'ouest de Toronto où l'on m'a inculqué une éducation pour le moins « très britannique », même si nos enseignants utilisaient le terme politiquement correct de *commonwealth*. Impérialisme et nationalisme canadien-anglais faisaient implicitement bon mariage ; dans mon école, comme dans toutes les écoles, on chantait *The Maple Leaf Forever* écrit par Alexander Muir en 1890 :

*In days of yore, from Britain's shore,
Wolfe the dauntless hero came,
And planted firm Britannia's flag,
On Canada's fair domain.*

*Here may it wave, our boast our pride,
And joined in love together
The Thistle, Shamrock, Rose entwine
The Maple Leaf Forever !* (dans Conway, 1992 : ix).

Ma formation intellectuelle était à des années-lumière du sens du passé enseigné, dans les collèges classiques ou par les historiens tels Garneau et Groulx, à mes collègues du Québec. Je m'abreuvais à l'idéologie d'historiens tel Arthur Lower, presbytérien convaincu au tournant des années de sécularisation de 1960, fumeur de pipe à l'époque de la cigarette, marin de fin de semaine alors que tous sont aux moteurs hors-bord, professeur dans le milieu villageois de l'université Queen's à Kingston et qui grattait ses allumettes de bois sur ses habits de serge. Lower voyait le Canada comme une lutte entre « *Two Ways of Life* » ou, selon lui, l'« antithèse primaire » :

Here is the most resounding note in our history, the juxtaposition of two civilizations, two philosophies, two contradictory views of the fundamental nature of man. For the historian, to neglect it is to leave the battle line (Lower, 1943 : 11).

Lower était natif d'une petite ville d'Ontario ; William Lewis Morton était un Manitobain. Son histoire nationale, *The Kingdom of Canada* (1963), laissait une large place à la région, particulièrement à l'Ouest. Au cours de la rédaction de son histoire du Canada, il accordait peu d'importance aux histoires nationales d'Irlande, des Indes et du Canada français car, pour lui, chacune de ces histoires était d'une autre nature, une consolation pour peuple conquis. À l'histoire des survivants et des humiliés, il juxtaposait une histoire plus grandiose et plus prestigieuse construite à partir de la théorie des *staples* et d'une interprétation du fleuve Saint-Laurent comme axe d'unification géographique, économique et politique (Morton, 1946).

Donald Creighton, un Torontois formé à Oxford, fut le plus ardent défenseur d'une histoire nationale canadienne-anglaise. Empruntant à Thomas Carlisle son penchant pour l'histoire des grands hommes, Creighton sut insérer harmonieusement son héros, John A. Macdonald, dans l'histoire du Canada. Des années 1930 jusqu'aux années 1960, il privilégia la thèse laurentienne selon laquelle les matières premières (*staples*) du Canada – le poisson, la fourrure, le bois et le blé –, déterminaient l'orientation de la

politique canadienne, la détournant de la métropole parisienne et londonienne vers l'axe qui mène de la vallée du Saint-Laurent à l'Ouest canadien via le chemin de fer du Canadien pacifique. Voici un extrait d'un texte de Creighton qui illustre bien son langage imagé, sa croyance dans la symbiose de l'homme et de la nature vue à travers le prisme de la destinée de l'immigrant de Glasgow :

here the rocky formation of the Laurentian Plateau thrust a huge knotted fist southward, across the river into New York State ; and the St. Lawrence was crowded with islands, big and little, long and low, or towering and crested with pine trees, which parted the vast expanse of water into innumerable channels and masked the approach to Lake Ontario (Creighton, 1952 : 1).

Si Creighton comprenait la vallée du Saint-Laurent, il n'a jamais compris son peuplement français :

French Canada remained a black box to him throughout his career. He could not very well ignore it, but nor could he understand it. [...] Because he relied on a caricatured understanding of French Canada as either a simple, clerical, inward-looking society or as a partner in the bonne entente tradition, he could not make sense of the Quiet Revolution and Quebec separatist nationalism (Wright, 1995 : 251).

Dans les années 1960, l'équilibre de l'histoire nationale « creightonienne » s'effondre. Sa thèse d'un Canada cohérent, érigé essentiellement à partir d'une culture anglaise dominante, fut battue en brèche. La montée du nationalisme québécois a incité les historiens fédéralistes à écrire des histoires nationales donnant une place plus large au rôle du Canada français. Une autre tendance, empruntant les concepts des sciences sociales, privilégiait l'étude du spécifique et du particulier et s'intéressait à la région, aux classes sociales, aux femmes, aux minorités et aux autochtones. Selon Michael Bliss (1991-1992), cette nouvelle conjoncture a mené au fractionnement et à la privatisation de l'histoire du Canada. Pour solutionner ce problème, de grands historiens canadiens-anglais cessèrent de faire de la recherche au Québec, limitant leurs travaux au Canada anglais.

Dans les années 1960 et 1970, alors que Jean Lesage, Daniel Johnson, René Lévesque et Robert Bourassa sortent le Québec de l'isolationnisme duplessiste pour le placer au centre de la vie politique canadienne, le Canada français, dorénavant une

composante fondamentale de l'identité ou de la « nation », devient incontournable pour tous les historiens. Au même moment, la promotion, par le gouvernement Trudeau, d'un Canada bilingue et biculturel – puis multiculturel – mit fin à l'interprétation de Creighton de l'Empire britannique du Saint-Laurent. Si les attaques de Trudeau (1968 : 123, 203) et de l'historien Ramsay Cook (1969 : 131) étaient dirigées surtout contre le nationalisme canadien-français, elles ont eu des retombées importantes sur l'élaboration d'une nouvelle histoire nationale canadienne-anglaise.

L'idée d'une histoire nationale commune qui présenterait le Canada comme étant fondamentalement biculturel n'était pas chose nouvelle. L'historien Frank Underhill de l'Université de Toronto avait été un des premiers à souligner le bilinguisme et le biculturalisme comme partie intégrante de l'identité canadienne (Francis, 1986). Faire pénétrer cette idée dans les écoles et dans la société en général était une autre histoire. Dès 1944, le sénateur Athanase David avait proposé un seul manuel d'histoire du Canada pour tous les Canadiens, mais la campagne de promotion d'un tel manuel n'avait jamais vraiment démarré lorsque la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme publia *L'histoire du Canada. Enquête sur les manuels*. Cette étude attribuait en partie la division du Canada à l'enseignement de l'histoire, elle proposait la création d'une équipe d'historiens canadiens-français et canadiens-anglais afin d'en arriver à produire un manuel unique qui apprendrait « aux Canadiens français et aux Canadiens anglais quelle a été jusqu'ici leur aventure commune en terre d'Amérique » (Trudel et Jain, 1969 : 128).

La Commission déboucha effectivement sur la rédaction d'une histoire commune et l'auteur de l'étude gouvernementale, Marcel Trudel, refit surface comme un des membres de l'équipe d'historiens anglophones et francophones qui publia, en 1967, la version anglaise d'une histoire générale du Canada, *Canada : Unity in Diversity* et, en 1968, la version française qui fut intitulée *Canada : unité et diversité*. Prenant leurs distances des vieilles polémiques, Marcel Trudel, Paul Cornell, Jean Hamelin et Fernand Ouellet adoptèrent une approche inspirée de celle des sciences sociales. Leur travail, ont-ils noté, était en premier lieu et essentiellement une

approche disciplinaire afin d'en arriver à une compréhension commune du passé. Dans la version anglaise, l'introduction parle de « *a certain minimal Canadian identity* » dans laquelle les gens étaient « *committed to a bold, exploitable and imaginative idea of a vast nation-state – one Canada from sea to sea – independent of both Britain and the United States* » (Cornell et al., 1967 : xiii, vii, ix). Selon eux, les Canadiens formaient depuis 1929 une société de plus en plus homogène. Ils traitèrent largement des régionalismes et des traditions historiques propres au Canada anglais et au Canada français et, convaincus que le Canada était sur la bonne voie, ils conclurent que « *there was a general contentment in being Canadian and an enthusiasm to build a new way of life* » (Cornell et al., 1967 : 500).

Ces essais d'historiographie commune ont suscité une vive opposition de la part des nationalistes québécois. Dès 1944, Lionel Groulx s'opposa énergiquement au projet du sénateur David de produire un manuel d'histoire commun. En 1959, Michel Brunet balayait du revers de la main les tentatives semblables, disant qu'elles ne relevaient que du « bon ententisme ». « *A true and fruitful partnership between French and English Canadians*, disait-il en 1992 devant un auditoire de l'Université de Toronto, *cannot be based upon a common understanding of Canadian history and society.* »

Le biculturalisme a eu d'autres effets au sein de la communauté des historiens. Le projet de mise en commun d'éléments de l'histoire du Canada qui a eu le plus de succès est sans doute le *Dictionnaire biographique du Canada (DBC)*. Comme genre historique, la biographie permet la diversité et la cohabitation de plusieurs conceptions du nationalisme. Créé à Toronto en 1959, et doté d'un bureau à Québec en 1961, le *Dictionnaire* institutionnalisait le bilinguisme et le biculturalisme, l'aile française œuvrant à l'Université Laval ; l'aile anglaise, à l'Université de Toronto¹. Parmi les directeurs, nous retrouvons des historiens étroitement associés aux essais d'historiographie nationale commune : Marcel Trudel, Ramsay Cook, Jean Hamelin. Le *Canadian Centenary Series*, une histoire du

1. Pour une brève histoire du *DBC*, voir Waite (1995).

Canada en 19 volumes, a connu moins de succès. Dirigés par William Lewis Morton et Donald Creighton, les volumes, dont les premiers furent publiés l'année du centenaire en 1967, étaient de qualité inégale et, malgré les objectifs énoncés, souvent à caractère centralisateur².

Ces projets de mise en commun du passé ont pris d'autres formes dans les années 1980. Des historiens anglophones de droite, tel Michael Bliss, ont profité de l'occasion pour attaquer d'« éminents » historiens qui avaient sciemment laissé de côté la difficile question identitaire canadienne en faveur de l'étude des régions, des classes ou des groupes sociaux (Bliss, 1992). Ces études ont donné naissance à un autre type d'histoire nationale au Canada anglais, l'histoire multiculturelle. Les auteurs de *The Illustrated History of Canada*, Craig Brown, Ramsay Cook et Peter Waite, qui ont tous participé à la série *Centenary*, rappellent aux lecteurs que les Canadiens perçoivent le multiculturalisme comme une composante de leur identité nationale et que ce multiculturalisme est une « vertu canadienne » (Brown, 1987 : vi, 199).

Les essais d'intégration du Québec dans une histoire commune ou multiculturelle ont remis la question identitaire au premier plan. Plusieurs historiens ont alors réalisé qu'ils n'avaient pas les outils nécessaires pour traiter du Québec de façon satisfaisante. La plupart des historiens canadiens-anglais – ainsi que leurs étudiants – rangèrent la lecture du français dans la même catégorie qu'une visite chez le dentiste, le divorce et la mort, tous des événements de la vie quotidienne qu'il est préférable d'éviter ! Le meilleur livre, et de loin, de l'histoire du Québec est *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle : essai* de Louise Dechêne (1974), un ouvrage spécialisé disponible, pendant deux décennies, uniquement en français jusqu'en 1992 ; une œuvre admirée par les Canadiens anglais à travers le pays, mais, en réalité, lue par peu d'entre eux !

L'*Encyclopédie du Canada* est l'exemple par excellence de la schizophrénie et de la confusion qui règnent dans l'historiographie anglophone. Publiée en 1985, l'*Encyclopédie*, une entreprise louable et honnête, demeure un outil important pour les étudiants et

2. Par exemple, voir Wise (1967).

le public en général pour prendre connaissance de ce qu'est le Canada. Hélas, le traitement de l'histoire du Canada et du Québec y est confus. Il n'y a pas de rubrique spécifique intitulée « Histoire ». En lieu et place, après avoir énoncé que les corpus historiographiques canadiens anglais et français s'étaient développés séparément, les directeurs de la publication ont confié les deux traditions d'histoire nationale à des auteurs différents : Bryan McKillop pour l'historiographie anglaise et Pierre Savard pour la contrepartie française³. Si la partie qui traite de la Nouvelle-France est l'œuvre de Jacques Mathieu, l'histoire de Québec, sous la rubrique « Québec », est l'œuvre de Daniel Latouche, un spécialiste des sciences politiques. Sous la rubrique « Canada », l'histoire du pays tient dans quatre paragraphes ; elle a été écrite par W. Kaye Lamb. Le total des bribes sur l'histoire nationale du Canada, qu'il soit formé d'une ou de deux nations, que présente l'*Encyclopédie* est désastreux, boiteux, incohérent et ne donne aucune idée d'ensemble.

Dans le cadre du débat politique actuel, la médiocrité et la confusion qui existent dans la production d'histoires populaires et nationales au Canada anglais sont très inquiétantes et se reflètent dans l'incompréhension réciproque des Anglo-Québécois et des Franco-Québécois. Dans le Canada anglophone, les études sur le régionalisme, les classes sociales, les genres, les groupes fondateurs, les autochtones et tous les autres fragments de la société ont gommé toute compréhension globale du passé. La place du Québec – de sa culture, de son histoire, de sa langue – semble de plus en plus restreinte. L'absence d'une mémoire commune – ou du moins de celle d'un passé partagé – demeure certainement une question troublante pour des concitoyens ou, devrais-je dire, des partenaires ?

3. Voir Marsh (1985 : 817-823). Cette approche binationale se retrouve ailleurs dans l'encyclopédie. Les renseignements sur la société rurale par exemple se trouvent sous « Rural Society, English Canada » d'une part, et « Rural Society, French Canada », d'autre part. Alors que l'auteur de la vie rurale au Canada anglais soutient que la société rurale est fortement solidaire malgré ses différences, Gérald Fortin décrit la société rurale du Québec comme peu différente de la société urbaine.

Bibliographie

- Berger, Carl (1976), *The Writing of Canadian History : Aspects of English-Canadian Historical Writing, 1900-1970*, Toronto, Oxford University Press.
- Bliss, Michael (1992), dans le *Globe and Mail* (6 février).
- Bliss, Michael (1991-1992), « Privatizing the Mind : the Sundering of Canadian History, the Sundering of Canada », *Journal of Canadian Studies*, 26, 4 (hiver), p. 5-17.
- Brown, Craig (dir.) (1987), *The Illustrated History of Canada*, Toronto, Lester et Orpen Dennys.
- Brunet, Michel (1959), « The British Conquest : Canadian social scientists and the fate of the *Canadiens* », *Canadian Historical Review*, XL (juin), p. 93-107. Repris dans Carl Berger (dir.) (1967), *Approaches to Canadian History*, Toronto, University of Toronto Press, p. 84-98.
- Brunet, Michel (1992), dans le *Globe and Mail* (6 février).
- Conway, John F. (1992), *Debts to Pay : English Canada and Quebec from the Conquest to the Referendum*, Toronto, Lorimer.
- Cook, Ramsay (1969), *French-Canadian Nationalism : an Anthology*, Toronto, MacMillan.
- Cornell, Paul G., et al. (1967), *Canada : Unity in Diversity*, Toronto et Montréal, Holt, Rinehart et Winston. Version française publiée en 1968 et intitulée *Canada, unité et diversité*.
- Creighton, Donald (1952), *John A. Macdonald : the Young Politician*, Toronto, MacMillan.
- Dechêne, Louise (1974), *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Montréal, Plon.
- Dumont, Fernand (1995), *L'avenir de la mémoire*, Québec, Nuit blanche/CEFAN (coll. Les conférences publiques de la CEFAN).
- Francis, R. Douglas (1986), *Frank H. Underhill : Intellectual Provocateur*, Toronto, University of Toronto Press.
- Gouvernement du Québec (1995), *Projet de loi sur l'avenir du Québec, incluant la Déclaration de souveraineté et l'entente du 12 juin 1995*, Québec, Éditeur officiel du Québec.
- Lalonde, Francine (1995), *D'abord un coup de cœur puis une longue détermination*, Sillery, Septentrion.
- Lower, Arthur (1943), « Two ways of life : the primary antithesis of Canadian history », *Canadian Historical Association Report*. Repris dans Carl Berger (dir.) (1967), *Approaches to Canadian History*, Toronto, University of Toronto Press, p. 15-28.
- Marsh, James H. (dir.) (1985), *The Canadian Encyclopedia*, Edmonton, Hurtig Publishers.
- Morton, William Lewis (1946), « Clio in Canada : the interpretation of Canadian History », *University of Toronto Quarterly*, XV, 3 (avril). Repris dans Carl Berger (dir.) (1967), *Approaches to Canadian History*, Toronto, University of Toronto Press, p. 42-49.
- Morton, William Lewis (1963), *The Kingdom of Canada : a General History from Earliest Times*, Toronto, McClelland and Stewart.

- Trudeau, Pierre Elliott (1968), *Federalism and the French Canadians*, Toronto, MacMillan.
- Trudel, Marcel, et Geneviève Jain (1969), *L'histoire du Canada. Enquête sur les manuels*, Ottawa, Information Canada (coll. Études de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 5). Paru en anglais sous le titre *Canadian History Textbooks: A Comparative Study*.
- Waite, Peter (1995), « Journeys through thirteen volumes : the *Dictionary of Canadian Biography* », *Canadian Historical Review*, 76, 3 (septembre), p. 464-481.
- Wise, Sid (1967), « *The Atlantic Provinces : the Emergence of Colonial Society, 1712-1857* de W.S. McNutt », compte-rendu dans le *Canadian Historical Review*, XXVIII, 1 (mars), p. 65-67.
- Wright, Donald (1995), « Donald Creighton and the French fact », *Revue de la société historique du Canada*, 6, p. 243-272.